

Azerbaïdjan

Le consulat général de la République d'Azerbaïdjan à Los Angeles a appelé le conseil municipal de Los Angeles afin d'empêcher le Premier ministre arménien Nigol Pachinian de prendre la parole lors d'un rassemblement de grande ampleur au centre-ville de Los Angeles le dimanche 22 septembre.



Dans une lettre adressée au maire de Los Angeles, Eric Garcetti, le consul général, **Nasimi Aghayev**, a exhorté la ville «à ne pas permettre l'utilisation abusive du Grand Park par le gouvernement arménien».



Le conseiller municipal de Los Angeles, **Paul Krekorian**, a condamné cette démarche du consul général, le qualifiant de tentative exorbitante d'engager des dirigeants de la ville de Los Angeles, dont le maire Eric Garcetti, dans cet effort.

«Votre lettre exhorte les dirigeants élus de Los Angeles à violer la Constitution des États-Unis en censurant la liberté d'expression. Notre pays est fondé sur l'idée que le libre échange d'idées nous rend plus forts et est en fait nécessaire pour rendre notre gouvernement démocratique possible.

S'il vous plaît, permettez-moi d'être aussi clair que possible. Le Premier ministre Pachinian sera absolument mon invité à l'hôtel de ville de Los Angeles. Il s'adressera au public à Grand Park. Il sera certainement le bienvenu n'importe quand sur n'importe quel sujet dont il aura choisi de parler, sans limitation," a écrit Krekorian.

(...)



L'Azerbaïdjan a annoncé qu'il mettrait sur **la liste noire** les élus français qui se sont rendus au Haut-Karabakh au début de la semaine.

Le ministère des Affaires étrangères azerbaïdjanais a convoqué le chargé d'Affaires par intérim de la France pour lui remettre une note de protestation.

Rappelons que les députés Guy Teissier, Valérie Boyer, Danièle Cazarian, Mohamed Laqhila, Jean Pierre Cubertafon, Guillaume Kasbarian et Pierre Ouzoulis, se sont rendus en République d'Artsakh au début de la semaine.

Ils ont rencontré le président Bako Sahakian, le président de l'Assemblée nationale, Achod Ghoulis, et le ministre des Affaires étrangères, Massis Mayilian.

(...)



"Actuellement, l'Azerbaïdjan n'envisage pas la question de l'adhésion à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) sous quelque format que ce soit, y compris en tant qu'observateur", a déclaré **Hikmet Hajiyev**, chef de la 'Division politique étrangère' du bureau de la présidence.

«Mon pays entretient des liens étroits, amicaux et de partenariat dans les secteurs militaire et technico-militaire avec tous les membres de l'OTSC, sauf l'Arménie.

Malgré cela, Bakou n'envisage pas d'être membre de l'OTSC. Toutefois, l'Azerbaïdjan suit de près les activités de l'OTSC et les questions examinées par l'OTSC", a-t-il ajouté.